

On ignore les risques naturels

Les messages de prévention contre les catastrophes naturelles ont du mal à passer auprès des Français, ont constaté 700 spécialistes réunis jusqu'à hier à Bordeaux.

BORDEAUX (GIRONDE)

De notre envoyé spécial

De la tempête Xynthia (53 morts), qui a durement touché la Vendée et la Charente-Maritime en 2010, aux débordements torrentiels de juin dans les Pyrénées (3 victimes), il ne se passe pas une année sans que la nature rappelle douloureusement aux Français qu'elle est la plus forte. A chaque catastrophe ressurgissent les images de sinistrés dans des gymnases, de ponts emportés et de toits arrachés. Pourtant, 63 % des Français se disent mal informés des risques naturels auxquels ils sont exposés. Pire, 78 % ne connaissent pas les consignes liées au déclenchement du signal d'alerte national. Ce sondage* dévoilé hier à l'occasion des Assises nationales des risques naturels en dit long sur l'absence de culture du risque en France, alors que 18 000 communes sont vulnérables aux inondations, 11 000 aux mouvements de terrain et plus de 6 000 sont menacées par les feux de forêts.

«Certains élus se comportent comme s'ils voulaient effacer le drame»

Michel Azot, adjoint au maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées)

Parmi les 700 spécialistes de la prévention des risques naturels réunis à Bordeaux, de nombreux élus témoignent de leur difficulté à inculquer la culture du danger aux habitants. Alors que le massif forestier de la Gironde enregistre le plus grand nombre de départs de feux en France, les messages de prévention doivent être rappelés en permanence. « Quinze mille nouveaux habitants s'y installent chaque année, mais ils ne savent pas qu'allumer un barbecue peut être extrêmement dangereux ou qu'un mégot jeté depuis sa voiture, c'est une arme à feu », explique Bruno Lafon, président de l'Association nationale des forêts contre l'incendie.

Crue de la Seine 1910



20 000 immeubles sont inondés à Paris et 30 000 maisons en Ile-de-France.

Tempête Xynthia 2010



Au moins 53 morts sur la côte atlantique, dont 35 en Vendée.

Inondations des Pyrénées 2013

2 morts et des dommages évalués entre 300 et 400 M€.



LP/Infographie - RS

Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) est exposé aux inondations. « Mais comme nous n'avons pas connu de crue majeure de la Loire depuis 1866, il serait très difficile, s'il y en avait une, de faire comprendre à certains habitants qu'il faut évacuer la zone par précaution », reconnaît la maire, Marie-France Beauvils. Elle a néanmoins réussi à intégrer dans ses documents d'urbanisme l'obligation pour les nouvelles habitations de surélever la partie de vie de l'habita-

Tornade à Hautmont 2008

Des vents de plus de 200 km/h font 3 morts et détruisent plusieurs maisons.



tion. Et l'élue fera installer l'an prochain des échelles de crue le long du fleuve pour rappeler le niveau de la catastrophe de 1866. Deux mille repères du même type ont été mis à la disposition des élus du littoral pour matérialiser le souvenir de Xynthia. Car les Français ont bien souvent la mémoire courte. « Les dernières grosses inondations ne remontent qu'à juin, mais certains élus se comportent comme s'ils voulaient effacer le drame », déplore

Deux tiers des communes françaises menacées

- Inondations : 18 000 communes
- Mouvements de terrains : 11 000
- Séismes : 21 000
- Feux de forêts : 6 000

Source : ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

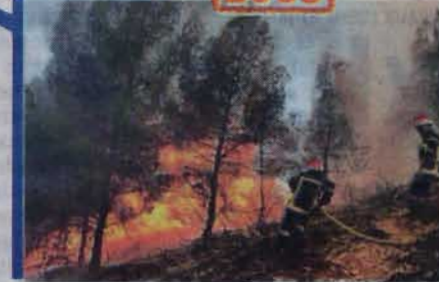
Glissement de terrain à Passy 1970

Une coulée de boue, dans la nuit, fait 71 morts sur le plateau d'Assy.

Avalanche à Val-d'Isère 1970

39 morts dans un centre UCPC.

Feux de forêts 2003



61 000 ha partent en fumée essentiellement dans le Sud-Est.

(LP, AFP, Rue des Archives, Lux-in-Fine.)

Michel Azot, adjoint au maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées). « Il faut un vrai courage politique pour prendre certaines mesures préventives », reconnaît Stéphanie Bidault, déléguée générale du Centre européen de prévention des risques d'inondation. « On a laissé supposer, à tort, que la plupart des risques étaient maîtrisables, déplore Michel Azot. Ce n'est pas parce qu'on est capable d'aller sur la Lune que l'on peut empêcher les inondations. » **FRÉDÉRIC MOUCHON**

* Sondage Ifop réalisé pour le ministère de l'Ecologie sur un échantillon de 1001 personnes, du 13 au 15 novembre 2013.

« La mémoire des catastrophes est de plus en plus courte »

INTERVIEW Emmanuel Garnier, historien

Emmanuel Garnier est spécialiste de l'histoire des risques à l'Institut universitaire de France et au CNRS. Pourquoi les Français sont-ils si mal préparés aux catastrophes naturelles ?

EMMANUEL GARNIER.

D'abord parce qu'il y a eu une sorte de rémission des catastrophes naturelles entre 1945 et 1980. La dernière submersion de type Xynthia daterait des années 1940. On constate également que la mémoire des catastrophes est de plus en plus courte. Quatre ou cinq ans après une inondation ou une tempête, beaucoup l'ont déjà oublié. Plus beaucoup de gens ne se souviennent de la tempête Klaus en 2011 et à part les populations sinistrées, Xynthia est déjà en train de s'estomper. Peut-on parler d'oubli volontaire ?



Oui. A La Faute-sur-Mer, la digue de protection avait déjà été rompue par une tempête de type Xynthia en mars 1937 et l'on a pourtant construit dans les années 1950 des maisons en construisant une nouvelle digue censée être insubmersible alors que c'est une cuvette inondable. A la campagne, beaucoup de ruraux sont partis vers les villes et ont perdu la mémoire des catastrophes passées. Et quand les gens des villes se sont installés à la campagne dans les années 1980-1990, ils n'avaient pas cette mémoire du risque.

Notre système d'alerte est-il au point ?

Faire reposer le système d'alerte en grande partie sur des SMS défie l'entendement. En cas de catastrophe majeure, les réseaux de communication seraient évidemment affectés. Lors de la tempête Klaus,

certaines communes se sont retrouvées coupées du monde car il a fallu une semaine pour rétablir leur réseau de communication. Quand l'île de Noirmoutier a failli sombrer en 1937, les gens ont vu grossir la mer et ont immédiatement lancé une alerte sonore grâce au réseau de clocher des églises. En une demi-heure, le continent était prévenu et les pertes humaines très limitées. Comment expliquer le manque de culture du risque de la population aujourd'hui ?

Quand j'étais gamin, on apprenait par cœur à l'école les codes d'alerte. En fonction des coups de sirène, on connaissait le risque (incendie, accident...). Mais aujourd'hui, les autorités considèrent souvent que ce serait créer un climat de psychose. Du coup, on ne dispense pas aux écoliers, comme le font nos voisins britanniques, des exercices pratiques sur les risques naturels. Et puis on a diffusé le mythe d'un Etat providence qui peut empêcher les catastrophes. En cas de sinistre, il y a un vrai divorce entre les populations impactées et l'Etat car la population ne supporte pas de voir les autorités publiques incapables de la secourir.

Est-ce typiquement français ?

Oui. Prenez la Grande-Bretagne. En mars 2013, des milliers de Britanniques se sont retrouvés bloqués par des chutes de neige exceptionnelles. Mais il n'y a eu aucune polémique car les autorités avaient prévenu dès la veille à la télévision qu'ils n'auraient pas les moyens de déneiger et que les pompiers ne pourraient pas venir au secours des sinistrés avant plusieurs heures. Ils n'ont pas caché l'ampleur attendue des difficultés, appelant même la population à l'avance à ne pas aller travailler et à prévoir des glacières dans les voitures s'ils devaient se déplacer.

Propos recueillis par F.M.

10 300 sirènes d'alerte

Elles hurlent tous les premiers mercredis du mois, à midi. Après les avoir utilisées pendant la guerre pour prévenir des bombardements, l'Etat dispose aujourd'hui de 3700 sirènes pour alerter la population d'un danger. Les communes et les sites à risques étant eux aussi équipés, la France compte au total 10 300 sirènes et haut-parleurs. Un millier de sirènes supplémentaires seront déployées d'ici à 2019 dans les zones d'alerte prioritaires (risques d'inondations, d'avalanches, de mouvements de terrain...). En cas d'urgence, elles émettent un signal montant et descendant : trois séquences de 1 min 41, séparées par un silence de 5 secondes. Il est alors recommandé de rejoindre un local clos, de préférence sans fenêtre, de boucher les ouvertures, d'arrêter la ventilation et de se mettre à l'écoute de la radio. En revanche, il ne faut pas rester dans un véhicule, aller chercher ses enfants à l'école (les enseignants se chargent de leur sécurité) ou allumer une flamme (risques d'explosion).